



## Arrêt

**n° 134 081 du 27 novembre 2014**  
**dans l'affaire x**

**En cause : x**

**ayant élu domicile : x**

**contre :**

**le Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides**

### **LE PRÉSIDENT F.F. DE LA Ve CHAMBRE,**

Vu la requête introduite le 29 août 2012 par x, qui déclare être de nationalité guinéenne, contre la décision du Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides, prise le 30 juillet 2012.

Vu l'article 51/4 de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers.

Vu le dossier administratif.

Vu l'ordonnance du 15 septembre 2014 convoquant les parties à l'audience du 7 octobre 2014.

Entendu, en son rapport, G. de GUCHTENEERE, juge au contentieux des étrangers.

Entendu, en leurs observations, la partie requérante assistée par Me S. TOURNAY loco Me A. BELAMRI, avocat, et Mme I. MINICUCCI, attachée, qui comparaît pour la partie défenderesse.

### **APRES EN AVOIR DELIBERE, REND L'ARRET SUIVANT :**

#### **1. L'acte attaqué**

Le recours est dirigé contre une décision de « refus du statut de réfugié et refus du statut de protection subsidiaire », prise par le Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides, qui est motivée comme suit :

#### **« A. Faits invoqués**

*A l'appui de vos déclarations, vous invoquez les faits suivants :*

*Vous êtes de nationalité guinéenne, d'origine ethnique peuhle et de confession musulmane. Vous vivez à Labé avec votre famille jusqu'en 2006, année de votre départ chez votre oncle maternel à Conakry pour travailler après vos études d'infirmière. En mars 2006, vous entamez une relation avec [B.B.], dont est issue une fille, [R.B.], née le 16 mars 2007. Le 25 février 2011, vous quittez Conakry pour Labé à la demande de votre père, wahhabite et imam de la mosquée de Thyndel. Il vous annonce le lendemain qu'il veut vous marier à son ami [M.B.], premier imam de la mosquée de Thyndel. Malgré votre*

opposition et vos recours auprès de vos oncles paternel et maternel, vous êtes mariée le 1er avril 2011. Le 5 avril 2011, une des épouses de [M.B.] vous libère et vous remet une somme d'argent pour rentrer à Conakry. Vous cherchez de l'aide auprès de votre oncle, qui vous cache chez votre petit ami jusqu'au 26 avril 2011. A cette date, vous quittez la Guinée pour la Belgique, accompagnée d'un passeur et munie de documents d'emprunt.

En cas de retour en Guinée, vous craignez que votre père ne vous ramène chez votre mari ou ne vous tue. Vous appuyez cette crainte sur l'appui qu'il a des autorités pour vous retrouver, ainsi que sur les spots radio et les menaces qu'il diffuse à votre encontre. En outre, vous craignez d'être réexcisée.

Vous avez une soeur dénommée [D.S] (CG : 03/19066 ; OE : 5.510.495) qui a été reconnue réfugiée le 23 décembre 2005 par le Commissariat général.

## **B. Motivation**

Après analyse de vos déclarations, le Commissariat général considère qu'il n'est pas possible de vous reconnaître la qualité de réfugié au sens de la Convention de Genève du 28 juillet 1951. Pour les mêmes raisons, vos déclarations ne permettent pas non plus de conclure à l'existence, dans votre chef, d'un risque réel de subir des atteintes graves visées par l'article 48/4 de la loi sur les étrangers (Loi du 15 décembre 1980) et relatif à la protection subsidiaire.

Ainsi, un nombre important d'imprécisions, de contradictions et d'invraisemblances ont été relevées tout au long de vos déclarations sur des aspects fondamentaux de votre récit, empêchant d'accorder foi à votre crainte selon laquelle vous auriez dû quitter votre pays pour fuir un mariage forcé et qu'un retour en Guinée signifierait pour vous des maltraitements graves, des mains de votre père ou de votre mari.

Premièrement, le Commissariat général considère qu'il n'est pas du tout crédible que votre père n'ait jamais été au courant de votre relation avec [B.B.], ni de la naissance de votre petite fille. Vous expliquez ainsi que votre relation a commencé en mars 2006 (Rapport d'audition du 21/06/12, p.7), que votre fille est née en mars 2007 (p.8), que vous avez travaillé durant cette période et que votre oncle vous hébergeait, vous et votre fille (pp.6 et 8). Amenée à expliquer comment votre père n'a pas été mis au courant de cette relation dont est issue une fille, âgée de cinq ans au moment de vos problèmes, vous expliquez que votre oncle n'a pas osé le dire à votre père (p.8). Le fait que votre père n'apprenne pas que sa propre fille a eu un enfant durant cinq années est totalement incohérent, a fortiori dans la mesure où vous expliquez que votre père a voulu vous marier après avoir appris que vous sortiez dans des bars, portiez un certain type de vêtements ou certaines coiffures et mettiez des produits sur votre peau pour la blanchir (pp.12 et 14). S'il a appris, après quatre ans, votre comportement à Conakry, il n'est pas du tout crédible qu'il n'ait pas appris l'existence de votre enfant née en 2007. Confrontée à cette incohérence (p.14), vous répondez que « peut-être » les gens qui ont prévenu votre père ne savaient pas que vous aviez un enfant. Cette réponse ne permet pas du tout de rétablir la crédibilité de vos déclarations à ce sujet, d'autant qu'il appert que vous confirmez que vos sorties se faisaient avec votre petit ami (p.14).

Le Commissariat général ne peut pas considérer comme crédible que votre père, apprenant votre comportement à Conakry, n'ait jamais appris l'existence de votre petit ami de longue date (alors que vos sorties avaient lieu avec lui), ni celle de votre petite fille.

Ceci est encore renforcé par une contradiction de taille émanant de vos déclarations au sujet de votre père et de votre accouchement (p.17). En effet, vous expliquez à propos de votre crainte d'excision concernant votre petite fille (v.infra à propos de cette crainte) que votre mère n'a pas voulu que vous soyez excisée mais que votre père l'a néanmoins exigé. Vous déclarez ainsi que votre père a fait faire votre excision le jour de votre accouchement (p.17), ce qui implique donc que votre père savait que vous aviez un enfant. Amenée alors à expliquer cette contradiction (p.17), vous expliquez que l'officier de protection n'a pas compris votre réponse et que c'est en réalité la sage-femme de l'hôpital qui vous a excisée. Il apparaît néanmoins que votre avocat a également compris que c'était votre père qui vous fait exciser le jour de votre accouchement (p.17). Vous expliquez alors qu'il s'agit peut-être d'une erreur de compréhension de la part de l'interprète et maintenez que c'est une sage-femme qui vous a faite exciser, de sa propre initiative, lors de votre accouchement (p.18). Le Commissariat général ne peut recevoir votre explication dans la mesure où la différence entre les deux réponses est beaucoup trop importante pour qu'il s'agisse d'une simple erreur de compréhension. En outre, vous n'avez à aucun

autre moment fait état d'erreurs de traduction lors de votre audition et n'avez fait aucune remarque à ce sujet lorsque cela vous a clairement été demandé (p.19).

Deuxièmement, le Commissariat général ne peut considérer vos déclarations à propos de votre père relatives à sa qualité d'imam et wahhabite comme crédibles pour les raisons suivantes.

Tout d'abord, force est de constater que vous ne mentionnez à aucun moment avant votre audition devant le Commissariat général sa profession d'imam. Vous avez commencé par confirmer toutes les informations contenues dans votre questionnaire à destination du CGRA, dans le questionnaire de composition de famille remis le jour de l'audition ainsi que vos déclarations à l'Office des étrangers (pp.4 et 5). Vous déclarez par la suite que votre père est devenu imam en décembre 2010 (p.8). Interrogée sur les raisons qui vous ont amenée à ne pas en faire mention dans vos déclarations à l'Office des étrangers, vous expliquez que l'interprète vous a demandé ce qu'il faisait auparavant et avoir précisé qu'il était cultivateur avant et après imam (p.8). L'erreur dans les déclarations à l'Office des étrangers serait donc due à l'interprète. Vous avez ensuite été confrontée au fait que sur le questionnaire de composition de famille rempli en 2012, vous ne mentionnez pas non plus la qualité d'imam de votre père (p.9). Vous expliquez que c'est votre assistante sociale au centre qui vous a dit de renseigner la profession de votre père mentionnée sur votre extrait de naissance. Le Commissariat général considère néanmoins que l'absence de mention de la qualité de responsable religieux de votre père dans tous les documents remplis dans le cadre de votre demande d'asile porte atteinte à la crédibilité de cette qualité, d'autant plus qu'elle est importante dans le cadre de votre récit d'asile. En effet, c'est depuis qu'il est devenu un imam que votre père est devenu très sévère, très religieux au point de ne pas vous laisser vous opposer au mariage (p.16). En outre, interrogée sur les différences de comportement que vous avez pu observer chez votre père lorsque vous étiez chez lui entre le 25 février 2011 et votre mariage le 1er avril 2011 (p.16), vous expliquez qu'il est devenu wahhabite et intégriste. Amenée alors à expliquer en quoi votre père a changé dans son comportement, dans sa pratique de l'Islam (p.16), à expliquer ce qu'est être wahhabite, vous répondez qu'il s'habillait différemment avec une barbe et des pantalons courts. Vous ajoutez qu'il ne saluait plus les femmes et avait voilé son épouse (p.16). Vous ne donnez aucune autre indication permettant de saisir les différences de comportement de votre père, alors que vous êtes restée chez lui durant plus d'un mois et que ces différences vous ont amenés à ne plus vous entendre (p.16). Pour toutes ces raisons, le caractère religieux et intégriste de votre père, élément important dans les problèmes que vous dites avoir vécus, est remis en cause.

Troisièmement, vos déclarations à propos des recherches dont vous auriez fait l'objet suite à votre fuite du domicile conjugal manquent tout autant de crédibilité. Ainsi, vous dites vous être cachée durant trois semaines chez votre petit ami (p.13). Durant cette période, alors que votre père vous recherchait, aidé par les autorités, jamais il n'a su que vous étiez cachée chez votre petit ami (p.13). Il n'est absolument pas crédible que votre père, ayant vent de vos agissements à Conakry, ne pense pas à vous rechercher autre part que chez votre oncle et que ses investigations ne l'amènent pas chez votre petit ami (p.13). Mais encore, les informations à disposition du Commissariat général sont très claires au sujet du comportement des autorités dans le cadre des mariages forcés (v. farde « Information des pays » dans le dossier administratif, document de réponse CEDOCA « Emprisonnement de la jeune fille ») : « Les autorités, les juges, les défenseurs des droits humains, les organisations féminines, incitent à la dénonciation voire à la rébellion ». Dans ces conditions, il n'apparaît pas du tout crédible que votre père reçoive l'aide des autorités pour vous retrouver et vous forcer à retourner vivre au domicile de votre mari.

Quatrièmement, vos déclarations au sujet de votre voyage manquent totalement de crédibilité. Vous dites ainsi ne pas avoir fait attention à une possible escale car vous pleuriez et que l'homme avec qui vous voyagez vous avait dit de rester tranquille (p.10). Vous expliquez donc ne pas avoir remarqué si l'avion a atterri, redécollé, s'il y avait des consignes de l'équipage alors qu'il s'agissait de votre premier voyage en avion. En outre, vous expliquez n'avoir vu ou tenu aucun document de voyage vous concernant (pp.10 et 11). Vous expliquez être simplement montée dans l'avion en suivant le passeur qui détenait tous les documents. Or, la lecture des informations à disposition du Commissariat général sont très claires au sujet des formalités d'embarquement à l'aéroport de Conakry (v. farde « Information des pays », document de réponse CEDOCA sur « Contrôles à l'aéroport de Conakry »). Il en ressort qu'il y a un total de huit contrôles, dont plusieurs individuels d'identité. Il y a également plusieurs contrôles de bagages. C'est donc également votre ignorance des documents déposés à votre insu par votre oncle dans votre sac qui est remise en cause (pp. 9, 11 ; v. également infra l'analyse des documents présentés à l'appui de votre demande d'asile). Bien que cet élément ne soit pas en lien direct avec votre crainte relative au mariage forcé que vous auriez subi, le Commissariat général constate que la manière

dont vous auriez fui le pays, de manière illégale, est remise en cause. C'est donc un autre élément fondamental de votre récit d'asile qui est remis en cause. En tout état de cause, c'est la crédibilité générale de votre récit d'asile qui est encore atteinte.

Cinquièmement, le Commissariat général constate que votre profil ne répond pas du tout aux informations à sa disposition (dont copie est jointe au dossier administratif, v. farde « Information des pays », SRB sur le mariage en Guinée) concernant les femmes guinéennes susceptibles de faire l'objet d'un mariage forcé. Ainsi, « (...) le mariage forcé est un phénomène devenu marginal voire inexistant en milieu urbain. Il touche principalement des mineures d'âge issues de famille attachées aux traditions et dans lesquelles le niveau d'éducation est faible. » En ce qui vous concerne, vous avez toujours vécu dans un environnement urbain : à Labé, qui est une ville importante de Guinée, avant de vivre à Conakry où vous avez vécu et travaillé entre 2006 et 2011 (p.6) aux cliniques de Gbessia et Minière. Vous avez fait des études supérieures lorsque vous viviez chez votre père à Labé (p.5). Ces études sont d'ailleurs attestées par les documents scolaires que vous avez déposés à l'appui de votre demande d'asile. Dans la mesure où les éléments relevés supra par rapport à votre père, votre fuite du pays, les recherches dont vous faisiez l'objet ont été remis en cause, le Commissariat général ne voit pas, au vu de votre profil et de votre parcours personnel, pour quelle raison vous auriez été mariée de force et n'auriez rien pu faire pour vous y opposer.

Par conséquent, l'ensemble des imprécisions, contradictions et invraisemblances relevées ci-dessus, parce qu'elles portent sur les éléments à la base de votre demande de protection, empêchent le Commissariat général de tenir ces faits pour établis et partant, nous permettent de remettre en cause les persécutions dont vous faites état.

En raison des éléments relevés ci-dessus, vous n'êtes, en conclusion, pas parvenue à convaincre le Commissariat général qu'il existe dans votre chef une crainte de persécution au sens de la Convention de Genève. Dans la mesure où les faits que vous invoquez pour vous voir reconnaître la qualité de réfugiée manquent de crédibilité, le Commissariat général n'aperçoit aucun élément susceptible d'établir, sur la base de ces mêmes faits, qu'il existerait de sérieux motifs de croire qu'en cas de retour dans votre pays d'origine, vous encourrez un risque réel de subir des atteintes graves visées dans la définition de la protection subsidiaire.

Bien que votre soeur ait été reconnue réfugiée à cause de problèmes similaires à ceux que vous avez exposés, à savoir un mariage forcé (p.9), et que vous affirmiez que votre père allait faire avec vous comme il l'avait fait pour votre soeur (p. 12), le Commissariat général constate que vous n'avez pas été en mesure d'établir la crédibilité de votre crainte personnelle ; aucune assimilation ne peut dès lors être faite entre le dossier de votre soeur et le vôtre.

Le Commissariat général a également analysé votre crainte liée à votre réexcision en cas de retour en Guinée (p.18). Nous ne pouvons pas croire à cette crainte liée à la ré-excision. Tout d'abord, vous n'avez pas fait mention de cette crainte lors de l'introduction de votre demande d'asile devant l'Office des étrangers (V. Dossier administratif, Déclaration). Vous précisez en outre n'avoir jamais entendu que cela se faisait « mais on ne sait jamais », car en Guinée, l'excision se pratique et les gens sont capables de vouloir ré-exciser (p.18).

Selon les informations recueillies lors d'une mission conjointe en Guinée des instances d'asile belges, françaises et suisses en novembre 2011 et dont une copie est jointe au dossier administratif (v. farde « Information des pays », SRB sur les mutilations génitales féminines en Guinée) ; le Commissariat général ne peut nullement accréditer cette thèse et ce, pour les motifs suivants.

En effet s'il existe des cas de ré-excision, celle-ci se fait uniquement pendant la période de guérison ou de convalescence qui suit l'excision dans deux cas précis et cela ne concerne que les très jeunes filles (avant l'adolescence) qui ne sont pas en âge de faire valoir leur volonté (suite à une excision médicalisée, il peut arriver qu'une vieille femme proteste et vérifie le clitoris. Elle demande à ré-exciser la fille, souvent chez une exciseuse ou lorsque l'excision est pratiquée par une « exciseuse apprentie », son "professeur" peut examiner son travail et constater que la fille est superficiellement excisée. Elle demande à rendre l'opération "propre" : la fille est ré-excisée soit par le "professeur" même, soit par l'exciseuse apprentie sous le contrôle du "professeur". Par « superficiellement excisée », on entend que le clitoris est encore visible après l'opération. **Il n'existe donc pas d'autres formes de ré-excision en Guinée.**

*Votre excision est attestée par le certificat médical que vous déposez. Il en ressort que le cas que vous présentez ne correspond nullement aux cas possibles d'une nouvelle excision. Toujours selon les interlocuteurs rencontrés sur place, une nouvelle excision ne se pratique pas sur une femme déjà excisée de type I et II.*

*En conclusion pour toutes ces raisons, vous n'avez pu rendre crédible l'existence d'une crainte de ré-excision en cas de retour en Guinée.*

*Vous invoquez également une crainte par rapport à votre petite fille laissée au pays (p.18). En effet, vous craignez qu'elle soit excisée. Le Commissariat général relève tout d'abord que cette crainte concerne votre fille et pas vous personnellement. Le Commissariat général relève ensuite qu'étant donné que votre fille ne se trouve pas sur le territoire belge, aucune protection ne peut lui être octroyée par les autorités belges.*

*Vous n'invoquez aucune autre crainte à l'appui de votre demande d'asile (p.19).*

*Concernant la situation générale prévalant en Guinée, les différentes sources d'information consultées s'accordent à dire que depuis la victoire d'Alpha Condé aux élections présidentielles de 2010, la situation sécuritaire s'est améliorée, même si des tensions politiques sont toujours palpables. Le blocage du dialogue entre le gouvernement et certains partis politiques d'opposition en est la parfaite illustration. Il faut également rappeler les violations des droits de l'homme commises par les forces de sécurité guinéennes, à l'occasion de manifestations à caractère politique. La Guinée a donc été confrontée en 2011 à des tensions internes, des actes isolés et sporadiques de violence et autres actes analogues. Il appartient désormais aux différents acteurs politiques de faire en sorte que toutes les conditions soient réunies pour achever la période de transition et permettre la tenue des élections législatives dans un climat apaisé. Les prochains mois seront donc décisifs pour l'avenir du pays.*

*L'article 48/4 §2 de la loi du 15 décembre 1980 dispose que des menaces graves contre la vie ou la personne d'un civil, en raison d'une violence aveugle s'inscrivant dans le cadre d'un conflit armé interne ou international peuvent être considérées comme une atteinte grave pouvant donner lieu à l'octroi du statut de protection subsidiaire. Il ressort des informations susmentionnées que la Guinée n'est pas confrontée à une situation de violence aveugle et il convient également de relever qu'il n'existe aucune opposition armée dans le pays. A la lumière de l'ensemble de ces éléments, il n'existe pas actuellement en Guinée de conflit armé ou de situation de violence aveugle au sens de l'article 48/4, §2.*

*A l'appui de vos déclarations, vous avez déposé, outre le certificat d'excision et les documents scolaires déjà mentionnés supra, une attestation psychologique, une attestation médicale faisant état de cicatrices, ainsi que votre extrait d'acte de naissance. L'extrait de naissance atteste tout au plus de votre identité et de votre filiation, éléments qui n'ont pas été remis en cause par la présente décision. Quant aux documents médicaux, ils ne permettent pas de rétablir la crédibilité de votre récit d'asile, au vu des éléments relevés supra. En effet, vous prétendez que les cicatrices que vous avez sont dûes aux maltraitements subies lors de votre mariage forcé (p.3), or, celui-ci a été remis en cause. Quant à l'attestation de la psychologue qui atteste que vous souffrez de « traumatisme, angoisses, ruminations, insomnies et cauchemars », le Commissariat général n'est pas en mesure d'établir l'origine de ces symptômes.*

## **C. Conclusion**

*Sur base des éléments figurant dans votre dossier, je constate que vous ne pouvez pas être reconnu(e) comme réfugié(e) au sens de l'article 48/3 de la loi sur les étrangers. Vous n'entrez pas non plus en considération pour le statut de protection subsidiaire au sens de l'article 48/4 de la loi sur les étrangers. »*

## **2. La requête**

2.1 Dans sa requête introductive d'instance, la partie requérante confirme fonder sa demande d'asile sur les faits tels qu'ils sont exposés dans la décision attaquée.

2.2 La partie requérante invoque la violation de l'article 1<sup>er</sup>, §A al.2 de la Convention de Genève du 28 juillet 1951 sur le statut des réfugiés ainsi que des articles 48/3 et suivants, 57/7bis et 62 de la loi du 15

décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers (ci-après dénommée la « loi du 15 décembre 1980 »).

2.3 Elle conteste en substance la pertinence des motifs de la décision entreprise au regard des circonstances particulières de la cause. Elle sollicite l'application du principe du bénéfice du doute. Elle expose que les mutilations génitales féminines sont en elles-mêmes une violence physique suffisamment grave pour être considérée comme une persécution et estime qu'en Guinée il n'y a pas de possibilité d'obtenir de protection de la part des autorités.

2.4 En conclusion, la partie requérante demande au Conseil, à titre principal, la réformation de la décision attaquée et la reconnaissance de la qualité de réfugié à la requérante. A titre subsidiaire, elle sollicite l'octroi du statut de protection subsidiaire.

### **3. Les nouveaux éléments**

3.1 La partie requérante joint à sa requête une attestation de l'« Association Guinéenne des Femmes Chercheurs » de juillet 2012 ainsi que le bulletin d'information n°003/décembre 2008 de la même association.

3.2 La partie requérante a ensuite fait parvenir par télécopie au Conseil en date du 6 octobre 2014 une « note complémentaire » à laquelle elle joint un témoignage de la sœur de la requérante accompagné d'une copie de sa carte d'identité belge, un document de la « Commission de l'Immigration et du Statut de Réfugié du Canada » sur les mariages forcés et deux articles tirés d'Internet relatifs aux violences faites aux femmes en Guinée.

3.3 La partie défenderesse a fait parvenir par porteur, en date du 3 octobre 2014, une note complémentaire à laquelle elle joint les documents suivants intitulés : « *Subject Related Briefing Guinée – Le mariage – avril 2013* » ; « *COI Focus – Guinée – les mutilations génitales féminines – 6 mai 2014* » ; « *COI Focus – GUINEE – La situation sécuritaire – 31 octobre 2013* » ; « *COI Focus – GUINEE – La situation sécuritaire « addendum » - 15 juillet 2014* ».

3.4 Le dépôt des nouveaux éléments est conforme aux conditions de l'article 39/76 de la loi du 15 décembre 1980.

### **4. L'examen de la demande**

4.1 L'article 48/3 de la loi du 15 décembre 1980 en son paragraphe premier est libellé comme suit : « *Le statut de réfugié est accordé à l'étranger qui satisfait aux conditions prévues par l'article 1<sup>er</sup> de la Convention de Genève du 28 juillet 1951 relative au statut des réfugiés, modifiée par le protocole de New York du 31 janvier 1967* ». Ledit article 1<sup>er</sup> de la Convention de Genève précise que le terme « *réfugié* » s'applique à toute personne « *qui craignant avec raison d'être persécutée du fait de sa race, de sa religion, de sa nationalité, de son appartenance à un certain groupe social ou de ses opinions politiques, se trouve hors du pays dont elle a la nationalité et qui ne peut ou, du fait de cette crainte, ne veut se réclamer de la protection de ce pays* ».

4.2 La décision attaquée rejette la demande d'asile de la requérante après avoir jugé que son récit n'est pas crédible aux yeux du CGRA. Elle relève à cet effet qu'il n'est pas crédible que son père n'ait jamais été mis au courant de la relation de la requérante avec [B.B.] et de la naissance de leur fille en 2007. Concernant ce dernier point, elle soulève également l'existence d'une contradiction dans ses déclarations. Elle constate que la requérante n'a pas évoqué la qualité d'imam de son père avant son audition au CGRA. Elle soulève que la requérante ne peut expliquer de manière convaincante ce qui a changé quand son père est devenu intégriste et wahhabite. Elle estime que les recherches dont la requérante aurait fait l'objet, après sa fuite du domicile conjugal, ne sont pas crédibles. Elle considère que la manière dont elle quitte son pays n'est pas non plus crédible. Elle soutient que le profil allégué par la requérante ne répond pas aux informations à sa disposition concernant les femmes guinéennes susceptibles de faire l'objet d'un mariage forcé. Elle soulève que le fait que sa sœur ait été reconnue réfugiée ne rétablit pas la crédibilité de ses propres déclarations. Elle estime qu'elle n'a pas pu rendre crédible l'existence d'une crainte de ré-excision dans son chef. Elle précise que le fait que sa fille soit restée en Guinée empêche toute protection des autorités belges à son égard. Elle avance que la situation sécuritaire actuelle en Guinée ne rentre pas dans le champ d'application de l'article 48/4, §2 de la loi du 15 décembre 1980. Enfin, elle estime que les documents déposés, à savoir un certificat

d'excision, des documents scolaires, une attestation psychologique, une attestation médicale ainsi qu'un extrait d'acte de naissance ne sont pas de nature à inverser le sens de la décision prise.

4.3 La partie requérante conteste la motivation de la décision entreprise. Elle avance que l'oncle de la requérante l'a aidée à conserver le secret relatif à sa relation avec [B.B.] et à la naissance de sa fille. Elle souligne que son père n'a jamais exigé son excision et qu'il ne pouvait certainement pas l'exiger lors de son accouchement vu qu'il ignorait sa grossesse. Concernant la qualité d'imam de son père, elle affirme qu'elle n'a pas osé affirmer autre chose que ce qui figurait dans les documents produits. Elle apporte des précisions, en termes de requête, sur le comportement de son père et de son extrémisme religieux. Elle estime, au vu de l'état dans lequel se trouvait la requérante quand elle a quitté son pays, que les critiques quant à son départ du pays ne sont pas pertinentes. Elle reproche au CGRA de ne pas avoir tenu compte de l'attestation psychologique produite. Elle souligne que la requérante appartient à un groupe social à risque. Elle argue que les mutilations génitales sont une violation grave des droits fondamentaux de la femme et sont des actes de persécution pour lesquels il n'y a pas de possibilité d'obtenir la protection des autorités guinéennes. Elle rappelle qu'un certificat médical fait état de cicatrices constatées sur le corps de la requérante compatibles avec les mauvais traitements relatés par cette dernière. Enfin, elle estime qu'il faut octroyer, à la requérante, la protection subsidiaire en raison des conséquences traumatisantes, à vie, des mauvais traitements subis et qu'elle pourrait encore subir en cas de retour en Guinée.

4.4 Le Conseil considère que, dans la présente espèce, c'est l'ensemble des imprécisions, incohérences, contradictions et invraisemblances reprises dans l'acte attaqué qui a permis, à bon droit, à la partie défenderesse, de considérer que les faits invoqués n'étaient pas établis. En effet, ces imprécisions, incohérences, contradictions et invraisemblances portent sur les éléments centraux de la demande d'asile de la requérante, à savoir la relation qu'elle entretient depuis plusieurs années, avec [B.B.] et la naissance de leur fille, le fait que son père serait intégriste et wahhabite et, par conséquent, le mariage forcé allégué, les recherches dont elle a fait l'objet suite à sa fuite du domicile conjugal, son voyage vers la Belgique et la crainte, dans son chef, de subir une nouvelle excision en cas de retour. La requérante n'ayant déposé aucun élément concret relatif aux faits invoqués, la partie défenderesse n'a pu se baser que sur ses seules déclarations pour juger de la crédibilité de ses déclarations, or celles-ci sont, comme mentionné ci-dessus, imprécises, incohérentes, contradictoires et invraisemblables.

4.5 Les motifs de la décision attaquée ne sont pas valablement rencontrés en termes de requête, laquelle se borne pour l'essentiel à contester la pertinence des motifs repris dans la décision querellée mais n'apporte aucun élément personnel, pertinent, convaincant ou probant permettant de remettre en cause les motivations de la décision attaquée et ne développe, en définitive, aucun moyen susceptible d'établir le bien fondé des craintes alléguées. En effet, elle se contente tantôt de réaffirmer les faits tels qu'ils sont allégués par la requérante, tantôt d'avancer une incompréhension de ses propos, tantôt d'avancer des explications factuelles ou contextuelles qui en l'occurrence, ne convainquent nullement le Conseil. Comme arguments de réponses à la critique relative au comportement de son père et à son extrémisme religieux, la requérante apporte également des précisions par le biais de sa requête mais le Conseil constate que celles-ci sont relativement pauvres et qu'elles ne sont accompagnées d'aucune précision quant à leur tardiveté dans la procédure. Ainsi, le Conseil estime comme particulièrement importantes les incohérences et contradictions qui concernent sa situation personnelle en Guinée. Le Conseil ne peut, en effet, croire que la requérante a pu entretenir une relation continue de plus de cinq ans avec [B.B.] et avoir une fille avec celui-ci sans que son père ne l'apprenne d'une manière ou d'une autre et ce, d'autant plus que selon ses dires son père était imam et cotoyait de nombreuses personnes du quartier de par cette qualité. A l'instar de la partie défenderesse, le Conseil considère que la contradiction relevée dans les déclarations de la requérante et qui concerne son accouchement renforce l'importance de l'incohérence relevée ci-avant. En effet, le fait qu'elle affirme, lors de son audition au CGRA, que son père a « fait faire son excision le jour de son accouchement » alors qu'elle a toujours déclaré que son père ignorait qu'elle avait un enfant empêche de croire que son père ignorait l'existence de la naissance de son enfant et, donc, la relation qu'elle entretenait avec le père de celui-ci. Le Conseil n'est pas davantage convaincu par la qualité d'imam d'obédience wahhabite du père de la requérante. Le fait que la requérante attende le moment de son audition au CGRA pour faire état de la qualité d'imam de son père laisse complètement dubitatif quant à la sincérité de ses propos et ce, d'autant plus que cet aspect religieux se relève être important dans son récit d'asile. Le même constat peut être fait concernant l'obédience « wahhabite » de son père, la requérante n'ayant pu donner que très peu de précisions quant à celle-ci et, le fait que des précisions soient apportées par la requérante sans que ne soient présentées les raisons pour lesquelles elles n'ont pu être avancées auparavant, ne convainc pas

le Conseil quant à leur sincérité. Le Conseil estime que ces différents points sont particulièrement importants et qu'ils portent gravement atteinte à la crédibilité de l'ensemble de ses déclarations. Les recherches dont elle déclare avoir fait l'objet après sa fuite du domicile conjugal sont considérées, à bon droit, comme invraisemblables par la partie défenderesse, le Conseil ne pouvant pas croire qu'elle n'ait, à aucun moment, été recherchée chez [B.B.] son petit ami et père de sa fille. A l'instar de la partie défenderesse, le Conseil estime ne pas être convaincu par la réalité des faits de persécution invoqués par la requérante à la base de sa demande d'asile.

4.6 L'octroi du statut de réfugié à la sœur de la requérante ne permet pas d'analyser autrement le dossier de cette dernière, les dossiers n'étant pas liés et les demandes étant traitées de façon individuelle.

4.7 Le Conseil considère que la partie défenderesse a valablement examiné le risque de « ré-excision » dans le chef de la requérante en cas de retour en Guinée et qu'il ne ressort en effet pas de ses déclarations actées au dossier administratif, du dossier de la procédure ou même des propos tenus par la requérante à l'audience, que la crainte exprimée soit raisonnable et, partant, fondée.

4.8 La crainte d'excision exprimée, par la requérante, vis-à-vis de sa fille n'est également pas de nature à modifier le sens de la décision prise à son égard, cet enfant n'étant pas sur le territoire belge et ne pouvant, dès lors, logiquement être protégé par les autorités belges.

4.9 Quant au moyen tiré de la violation de l'article 57/7bis de la loi du 15 décembre 1980, le Conseil rappelle d'abord que cet article a été abrogé et remplacé presque in extenso par l'article 48/7 de la loi du 15 décembre 1980. Ensuite, dès lors que les faits avancés par la requérante ne sont pas considérés comme établis, le Conseil considère que l'invocation de la violation de cet article est dépourvue d'objet et ne peut en conséquence retenir de violation de cet article dans le chef de la partie défenderesse.

4.10 Concernant les divers documents déposés par la partie requérante, le Conseil estime qu'ils ne sont pas de nature à rétablir l'absence de crédibilité du récit de la requérante. Tout comme la partie défenderesse, le Conseil estime que l'attestation psychologique et l'attestation médicale constatant l'existence de cicatrices sur le corps de la requérante ne permettent pas, au vu de leur contenu, de prouver les faits de persécution allégués par la requérante et dont la crédibilité a été remise en cause au vu des nombreuses et importantes contradictions, imprécisions et incohérences relevées dans ses déclarations. Le témoignage de la sœur de la requérante, non daté et dépourvu de précisions quant aux difficultés qui auraient été rencontrées par la requérante, est un document à caractère privé et, en tant que tel, n'a qu'une force probante limitée. Enfin, les documents issus d'internet, ne concernent pas personnellement la requérante mais uniquement la situation générale, ce qui est insuffisant pour contrebalancer l'importance des motifs développés dans la décision attaquée.

4.11 Au vu de ce qui précède, il apparaît que le Commissaire général n'a pas fait une évaluation incorrecte de la crédibilité du récit produit. Il s'ensuit que la partie requérante n'établit pas qu'elle a quitté son pays d'origine ou qu'elle en reste éloignée par crainte d'être persécutée au sens de l'article 1er, section A, §2, de la Convention de Genève du 28 juillet 1951 relative au statut des réfugiés.

4.12 Quant à la protection subsidiaire, l'article 48/4 de la loi du 15 décembre 1980 énonce que le « *statut de protection subsidiaire est accordé à l'étranger qui ne peut être considéré comme un réfugié et qui ne peut bénéficier de l'article 9 ter, et à l'égard duquel il y a de sérieux motifs de croire que, s'il était renvoyé dans son pays d'origine (...), il encourrait un risque réel de subir des atteintes graves visées au § 2 [...]* ». Selon le paragraphe 2 de l'article 48/4 de la loi, « *sont considérés comme atteintes graves : a) la peine de mort ou l'exécution ; ou b) la torture ou les traitements ou sanctions inhumains ou dégradants du demandeur dans son pays d'origine ; ou c) les menaces graves contre la vie ou la personne d'un civil en raison d'une violence aveugle en cas de conflit armé interne ou international* ».

4.13 La partie requérante ne développe aucune argumentation autre que celle développée sur pied de l'article 48/3 de la loi du 15 décembre 1980. Dans la mesure où le Conseil estime que les faits invoqués par la partie requérante pour se voir reconnaître la qualité de réfugié ne sont pas établis, il n'aperçoit en l'espèce aucun élément susceptible d'établir, sur la base des mêmes événements, qu'il existerait de sérieux motifs de croire qu'en cas de retour dans son pays d'origine, la partie requérante encourrait un risque réel de subir des atteintes graves visées à l'article 48/4, §2, a) et b) de la loi du 15 décembre 1980.



4.14 Quant au risque réel d'atteinte grave au sens, plus spécifique, de l'article 48/4, § 2, c) de la loi du 15 décembre 1980, le Conseil constate que la requérante ne fournit pas le moindre élément ou argument qui permettrait d'établir que la situation qui prévaut actuellement dans son pays d'origine puisse s'analyser comme une situation de « *violence aveugle en cas de conflit armé* » au sens de cette disposition, ni qu'elle soit visée par cette hypothèse. En tout état de cause, le Conseil n'aperçoit, dans le dossier administratif ou dans le dossier de la procédure, aucune indication de l'existence de pareils motifs.

4.15 En conclusion, la partie requérante n'établit pas qu'elle a quitté son pays d'origine ou qu'elle en reste éloignée par crainte d'être persécutée au sens de l'article 48/3 de la loi du 15 décembre 1980, ni qu'il existe des raisons sérieuses de penser qu'elle encourrait en cas de retour dans son pays un risque réel de subir des atteintes graves au sens de l'article 48/4 de la même loi.

**PAR CES MOTIFS, LE CONSEIL DU CONTENTIEUX DES ETRANGERS DECIDE :**

**Article 1<sup>er</sup>**

La qualité de réfugié n'est pas reconnue à la partie requérante.

**Article 2**

Le statut de protection subsidiaire n'est pas accordé à la partie requérante.

Ainsi prononcé à Bruxelles, en audience publique, le vingt-sept novembre deux mille quatorze par :

M. G. de GUCHTENEERE,	président f.f., juge au contentieux des étrangers,
Mme M. BOURLART,	greffier.

Le greffier,	Le président,
--------------	---------------

M. BOURLART

G. de GUCHTENEERE